

C onjoncture française



Retour sur la précédente prévision

Comme prévu dans la Note de conjoncture de mars 2015, l'activité a rebondi au premier trimestre 2015, mais avec un peu plus d'ampleur (+0,6 % après 0,0 %) qu'anticipé (+0,4 % après +0,1 %). La consommation des ménages a plus accéléré qu'attendu et l'investissement s'est quasi stabilisé : la demande intérieure contribue ainsi pour +0,5 point à la croissance (contre +0,4 point attendu). Le commerce extérieur a pesé sur la croissance (-0,5 point), trouvant sa contrepartie dans la contribution des variations de stocks (+0,5 point). La prévision de croissance pour le deuxième trimestre est inchangée, avec notamment une demande intérieure en léger ralentissement et des échanges extérieurs plus dynamiques.

L'emploi marchand s'est quasiment stabilisé (-1 000) du fait d'une forte progression dans le tertiaire, alors qu'une baisse était prévue (-18 000). Le chômage s'est replié, notamment chez les seniors, et le taux de chômage a ainsi baissé à 10,3 %, contre une prévision d'une légère hausse. Les prévisions de progression modérée de l'emploi et de légère hausse du chômage sont peu révisées pour le deuxième trimestre. L'inflation à la fin du premier trimestre 2015 a été moins élevée (-0,1 % en glissement annuel) que prévu (0,0 %). Pour juin, la prévision d'inflation est rehaussée (+0,3 % contre -0,1 %), en grande partie du fait du rebond du cours du pétrole.

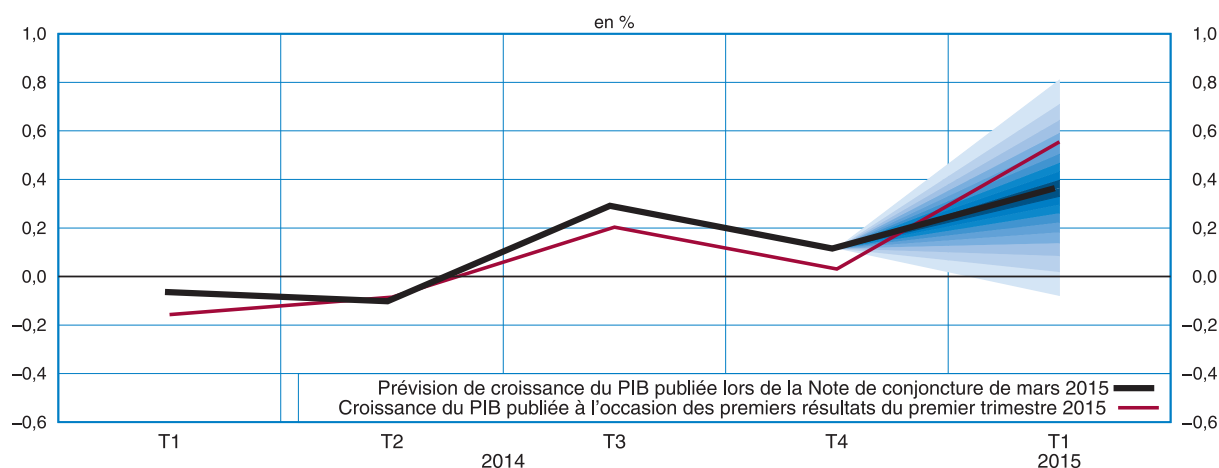
L'activité a rebondi un peu plus que prévu au premier trimestre 2015

Au premier trimestre, l'activité a rebondi (+0,6 % après 0,0 %), un peu plus que prévu dans la Note de conjoncture de mars 2015 (+0,4 % après +0,1 %). La production totale a en effet augmenté plus fortement (+0,7 %) qu'attendu (+0,4 %). Cette hausse est notamment portée par le dynamisme de la production de biens manufacturés (+1,3 % contre +0,4 % dans la Note de mars). Dans une moindre mesure, la production d'énergie-eau-déchets a plus accéléré qu'attendu (+3,8 % contre +2,9 %). La production de services a également surpris à la hausse, en commerce (+1,1 % contre +0,4 %) et en services marchands hors commerce (+0,5 % contre +0,4 %) par effet d'entraînement de la branche manufacturière. En revanche, la production en construction a plus reculé qu'attendu (-1,0 % contre -0,7 %).

La demande intérieure a été encore plus dynamique qu'attendu

Comme attendu, la demande intérieure a contribué à l'accélération du PIB, mais plus qu'anticipé (+0,5 point contre +0,4 point). La consommation des ménages a accéléré plus amplement (+0,8 %) que prévu (+0,6 %), notamment en produits fabriqués (+1,4 % contre +1,0 %). Par ailleurs, la consommation d'énergie-eau-déchets a augmenté (+8,4 %) un peu plus fortement qu'attendu (+7,5 %).

Graphique des risques associé à la Note de conjoncture de mars 2015 et croissance réalisée



Source : Insee

L'investissement total a légèrement moins reculé qu'attendu (-0,2 % contre -0,3 % dans la *Note*). Ainsi, l'investissement des entreprises s'est révélé un peu plus dynamique que prévu (+0,2 % contre 0,0 %), notamment en produits manufacturés (+1,0 % contre -0,1 %) et en services (+0,5 % contre +0,3 %), tandis que les dépenses en construction ont baissé davantage que prévu (-1,2 % contre -0,4 %). L'investissement des ménages s'est également plus contracté que prévu (-1,4 % contre -1,0 %). Attendu en baisse (-0,5 %), l'investissement des administrations publiques a quant à lui légèrement progressé (+0,3 %).

Le solde extérieur a été beaucoup plus défavorable que prévu (contribution de -0,5 point à la croissance contre une contribution neutre prévue), essentiellement parce que les importations ont surpris à la hausse (+2,3 % contre +0,8 %), particulièrement en pétrole brut et en produits aéronautiques. Comme attendu, les exportations sont restées dynamiques (+0,9 % contre +0,8 %), après un quatrième trimestre très soutenu.

La surprise sur les importations trouve sa contrepartie dans les variations de stocks qui contribuent à hauteur de +0,5 point à la croissance du PIB (contribution neutre en prévision). Ce mouvement est imputable pour +0,4 point au stockage de matériels de transport.

La prévision de croissance pour le deuxième trimestre 2015 est inchangée

La prévision de croissance du PIB pour le deuxième trimestre 2015 est identique à celle de la *Note de conjoncture* de mars 2015 (+0,3 %).

Ainsi, la production totale progresserait de 0,3 % comme attendu dans l'exercice précédent. Dans le détail, la production manufacturière augmenterait de 0,3 % (comme prévu auparavant), tandis que la production d'énergie se replierait (-0,8 % contre une faible progression retenue dans la précédente *Note*). La production en construction reculerait à peine moins qu'au premier trimestre.

La demande intérieure contribuerait à hauteur de +0,2 point à la croissance du deuxième trimestre, comme dans le précédent exercice. La consommation des ménages ralentirait légèrement plus (+0,2 % contre +0,3 % dans la *Note de conjoncture* de mars), en particulier en énergie-eaux-déchets (-3,0 % contre -0,2 % attendu). La consommation en produits manufacturés ralentirait (+0,3 % contre +0,4 % attendu). L'investissement total serait quasi stable (-0,1 % contre -0,3 % attendu) : la progression légèrement plus vive de l'investissement des entreprises non financières (+0,3 % contre +0,1 %) et de celui des administrations publiques

ne serait qu'en partie compensée par le recul plus prononcé de l'investissement des ménages (-1,2 % contre -1,0 % dans la *Note de conjoncture* de mars).

Par contrecoup du premier trimestre, les échanges extérieurs contribueraient favorablement à la hausse de l'activité (+0,3 point, contre +0,1 point attendu précédemment). Les exportations accélèreraient comme initialement prévu (+1,4 % contre +1,2 %), notamment en biens (+1,6 %). En revanche, les importations ralentiraient fortement (+0,3 % contre +0,8 % attendu dans la précédente *Note*), du fait d'un recul des importations énergétiques (-5,5 %) et de la moindre progression des importations manufacturières (+0,8 % contre +1,0 %).

L'emploi total a été plus dynamique que prévu au premier trimestre 2015 (+20 000 postes contre +1 000 attendu). En particulier, l'emploi marchand s'est quasiment stabilisé (-1 000) alors qu'une baisse était prévue dans la *Note de conjoncture* de mars (-18 000). Si l'emploi dans l'industrie (-8 000 contre -11 000) et la construction (-11 000 contre -12 000) sont en ligne avec la prévision, l'emploi intérimaire a diminué (-9 000) contrairement à la stabilisation attendue, tandis que l'emploi tertiaire hors intérim a progressé plus fortement que prévu (+27 000 contre +5 000). Le taux de chômage en France entière s'est légèrement replié à 10,3 % (après 10,4 % fin 2014), du fait notamment de la baisse du chômage des seniors, contre une légère hausse à 10,5 % attendue dans la *Note de conjoncture* de mars.

Au deuxième trimestre, l'emploi marchand non agricole progresserait de 7 000 postes, comme prévu dans la *Note* de mars (+5 000). Le taux de chômage augmenterait légèrement, à 10,4 %.

La prévision d'inflation, d'ensemble et sous-jacente, est rehaussée

L'inflation à la fin du premier trimestre 2015 a été légèrement moins élevée (-0,1 % en glissement annuel) que prévu dans la *Note de conjoncture* de mars (0,0 %), tandis que l'inflation sous-jacente a atteint +0,2 %, comme prévu. Mi-2015, l'inflation serait plus élevée (+0,3 %) que prévu dans la *Note* de mars (-0,1 %). D'une part, l'hypothèse en prévision du prix du baril de Brent a été nettement rehaussée (65 \$ contre 55 \$). D'autre part, l'inflation sous-jacente serait plus élevée en juin (+0,5 %) que prévu dans le précédent exercice (+0,1 %), les prix de plusieurs produits importés ayant surpris à la hausse en mars et avril, pour partie en raison de l'impact plus fort que prévu de la dépréciation passée de l'euro. ■

Production

Au premier trimestre 2015, la production de biens et services a fortement progressé (+0,7 %), après une stagnation au quatrième trimestre 2014. De même, la croissance du PIB s'est nettement élevée, atteignant +0,6 % au premier trimestre après 0,0 % au quatrième trimestre 2014. L'activité a accéléré dans la majorité des branches : l'industrie manufacturière (+1,3 % après +0,1 %), l'énergie-eau-déchets (+3,8 % après -2,5 %), le commerce (+1,1 % après +0,4 %) et dans une moindre mesure les services marchands (+0,5 % après +0,2 %). Dans la construction, l'activité a continué de baisser quasiment au même rythme que fin 2014 (-1,0 % après -0,9 %).

En mai 2015, le climat des affaires en France s'améliore encore, progressant au total de six points depuis le creux de septembre 2014. Il reste toutefois à un niveau (97) inférieur à sa moyenne de long terme (100) : l'indicateur de climat est supérieur à sa moyenne dans l'industrie et le commerce mais ce n'est pas le cas pour le bâtiment et les services.

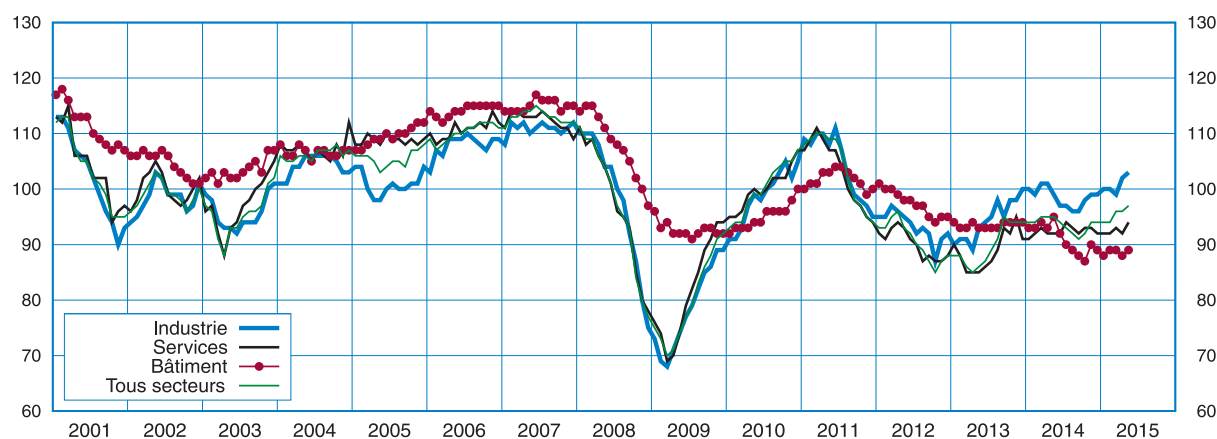
En conséquence, la production de biens et services continuerait d'augmenter mais ralentirait au deuxième trimestre 2015 (+0,3 %). Elle progresserait un peu plus vite au second semestre (+0,4 % par trimestre), du fait d'un moindre recul dans la construction (-0,7 % au deuxième trimestre, puis -0,4 % au troisième et -0,2 % au quatrième).

Le climat des affaires s'est amélioré depuis septembre 2014

Au premier trimestre 2015, la production de biens et services a nettement rebondi (+0,7 % après 0,0 % au quatrième trimestre 2014), notamment dans l'énergie et l'industrie. Le climat des affaires pour l'ensemble des secteurs s'est nettement amélioré depuis plusieurs mois : en mai 2015, l'indicateur qui le synthétise atteint 97, soit 6 points au-dessus de son niveau de septembre 2014 (91) mais il reste inférieur à sa moyenne de longue période (100). En revanche, l'indicateur du climat des affaires est repassé depuis début 2015 au-dessus de sa moyenne de long terme dans le commerce et l'industrie (*graphique 1*).

L'amélioration du climat conjoncturel suggère que l'activité progresserait de nouveau au deuxième trimestre (+0,3 %), mais plus modestement, par contrecoup du fort dynamisme de l'industrie et de l'énergie-eau-déchets en début d'année. La croissance de la production s'élèverait ensuite légèrement (+0,4 % par trimestre au second semestre), grâce notamment à un moindre repli dans la construction. En moyenne sur l'année, la production de biens et services augmenterait plus fortement en 2015 (+1,4 %), qu'en 2014 (+0,7 %).

1 - Indicateurs synthétiques en France, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

Après un premier trimestre très dynamique, la production d'énergie se stabiliserait courant 2015

Suivant le profil des dépenses de chauffage, la production d'énergie a fortement progressé au premier trimestre 2015 (+3,8 %), après un repli marqué fin 2014 (-2,5 %). Au deuxième trimestre, elle reculerait à nouveau, mais plus modérément (-0,8 %), avant de retrouver au second semestre un rythme de croissance proche de sa tendance (+0,4 % puis +0,5 % aux troisième et quatrième trimestres). En moyenne sur l'année, la production d'énergie progresserait de 2,6 % en 2015, après un fort repli en 2014 (-3,5 %), année marquée par un hiver puis un automne doux.

Sur l'ensemble de l'année 2015, la production manufacturière croîtrait nettement

La production manufacturière a accéléré au premier trimestre 2015 (+1,3 % après +0,1 %), surtout du fait des branches de fabrication des matériels de transport (+5,6 %) et de cokéfaction-raffinage (+5,8 %).

Dans l'enquête de conjoncture dans l'industrie, le solde d'opinion sur la production passée a fortement augmenté entre mars et mai 2015, mais celui relatif aux perspectives personnelles de production a légèrement reculé depuis le début de l'année (*graphique 2*). Au deuxième trimestre, la production manufacturière continuerait ainsi d'augmenter (+0,3 %), mais moins qu'au trimestre précédent. Au second semestre, la production manufacturière resterait croissante (+0,3 % puis +0,4 %) avec une évolution supérieure à la croissance trimestrielle moyenne depuis 2000 (0,0 %).

Sur l'ensemble de l'année 2015, la production manufacturière progresserait de 2,0 % (après +0,3 % en 2014), soit sa plus forte hausse depuis 2011.

Dans la construction, l'activité continuerait de se replier

Au premier trimestre 2015, la production a continué de se dégrader dans la construction (-1,0 %, après -0,9 % au quatrième trimestre 2014), l'activité ayant de nouveau reculé dans le bâtiment comme dans les travaux publics.

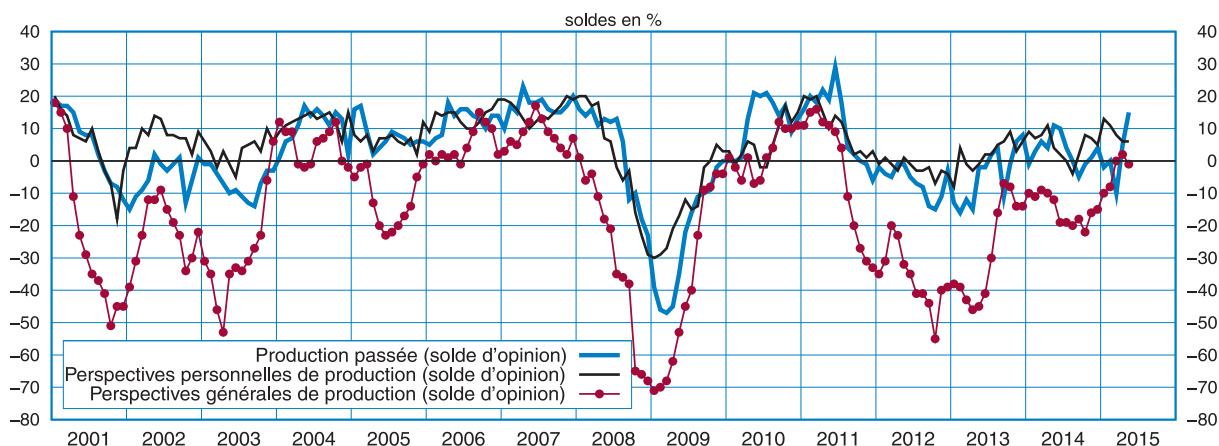
Dans le bâtiment, les entrepreneurs font état d'une activité dégradée et de carnets de commandes encore nettement inférieurs à la normale (*graphique 3*). Même si l'opinion des promoteurs concernant les perspectives de mises en chantier s'améliore depuis le début de l'année, le nombre de mises en chantier de bâtiments neufs a continué de baisser, plus particulièrement pour le logement individuel. Dans les travaux publics, les entrepreneurs restent pessimistes (*graphique 3*). Dans l'ensemble du secteur de la construction, la production continuerait de se dégrader au deuxième trimestre 2015 (-0,7 %) puis reculerait avec moins d'ampleur au second semestre (-0,4 % au troisième puis -0,2 % au quatrième trimestre). Sur l'ensemble de l'année 2015, la production baisserait de 3,2 % dans la construction, après -2,2 % en 2014, ce qui porterait à -14 % la contraction cumulée depuis 2008.

L'activité commerciale resterait dynamique

L'activité commerciale a nettement progressé au premier trimestre 2015 (+1,1 % après +0,4 % au dernier trimestre 2014), en raison notamment du dynamisme concomitant de la consommation des ménages et des exportations en biens manufacturés.

En mai 2015, le climat des affaires a progressé à la fois dans le commerce de gros et le commerce de détail et automobile ; il se situe désormais au-dessus de son niveau moyen. L'activité passée a été particulièrement soutenue dans le commerce

2 - Opinion relative à la production dans l'industrie



Source : Insee

automobile : le solde correspondant est à son plus haut niveau depuis le début de l'enquête en 2003. Détaillants et grossistes restent optimistes pour l'avenir : dans les deux enquêtes, intentions de commandes et perspectives générales s'améliorent, les soldes étant passés au-dessus de leur moyenne. D'après les grossistes notamment, les échanges extérieurs seraient mieux orientés dans les prochains mois.

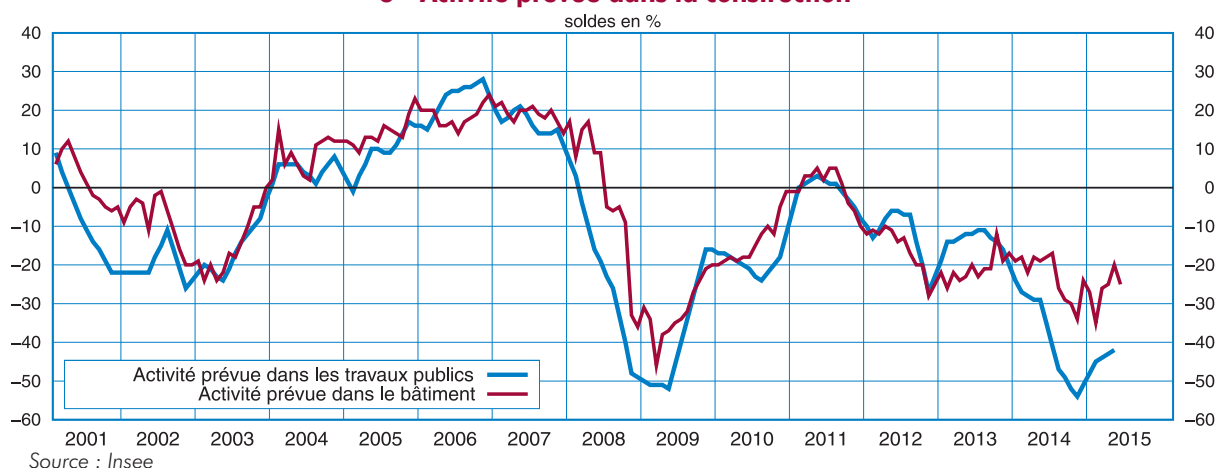
Au deuxième trimestre 2015, portée par une demande interne et externe restant soutenue, l'activité commerciale continuerait de croître, mais plus modérément (+0,7 %). Elle progresserait quasiment au même rythme jusqu'à la fin de l'année (+0,5 % puis +0,6 % par trimestre au second semestre 2015).

Dans les services marchands, l'activité accélérerait quelque peu

La production de services marchands (hors commerce) a accéléré au premier trimestre 2015 (+0,5 % après +0,2 % au quatrième trimestre 2014). L'activité a progressé dans toutes les branches des services à l'exception des transports (-0,1 % après +0,5 %). Elle a accéléré dans l'hébergement-restauration (+0,5 % après -0,1 %), l'information-communication (+1,1 % après +0,1 %) et les autres activités de services (+1,2 % après +0,5 %).

Selon les chefs d'entreprise, le climat conjoncturel dans les services – quasi stable depuis fin 2013 – s'améliore depuis le début de l'année. En mai, il s'établit à 94, un niveau qui demeure toutefois inférieur à sa moyenne de long terme (100).

3 - Activité prévue dans la construction



Production par branche au prix de l'année précédente chaînés

données CVS-CJO, en %

	Variations trimestrielles												Variations annuelles		
	2013				2014				2015				2013	2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Agriculture (2 %)	-0,3	0,1	1,3	1,5	1,8	1,6	1,0	-0,2	-0,5	-0,4	-0,4	-0,3	0,0	5,4	-0,3
Branches manufacturières (20 %)	-0,2	2,1	-1,2	0,4	0,2	-0,6	0,6	0,1	1,3	0,3	0,3	0,4	-0,3	0,3	2,0
Énergie, eau, déchets (4 %)	0,7	1,4	-2,7	-1,1	-2,4	0,7	1,6	-2,5	3,8	-0,8	0,4	0,5	0,7	-3,5	2,6
Construction (8 %)	-0,1	0,9	0,1	-0,1	-0,7	-1,2	-1,0	-0,9	-1,0	-0,7	-0,4	-0,2	-0,4	-2,2	-3,2
Commerce (10 %)	0,3	1,0	0,0	0,7	-0,1	0,3	0,7	0,4	1,1	0,7	0,5	0,6	1,6	1,4	2,7
Services marchands hors commerce (41 %)	-0,3	0,6	0,0	0,4	0,3	0,2	0,4	0,2	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5	1,1	1,6
Services non marchands (15 %)	0,3	0,6	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	1,4	1,3	1,4
Total (100 %)	-0,1	1,0	-0,3	0,4	0,1	0,0	0,4	0,0	0,7	0,3	0,4	0,4	0,5	0,7	1,4

Prévision

Pondérations construites à partir de la production annuelle en valeur, en 2010.

Source : Insee

L'activité continuerait ainsi d'accélérer modérément d'ici fin 2015 (+0,4 % au deuxième trimestre puis +0,5 % au troisième trimestre et +0,6 % au quatrième), proche de sa moyenne depuis 2000 (+0,5 % par trimestre). Sur l'ensemble de l'année 2015, la croissance de la production de services marchands hors commerce s'élèverait (+1,6 %, après +1,1 % en 2014).

L'activité ralentirait légèrement dans les services principalement non marchands

La production de services principalement non marchands a légèrement accéléré au premier trimestre 2015 (+0,4 % après +0,3 % au quatrième trimestre 2014). Elle augmenterait à un rythme similaire d'ici fin 2015 (+0,4 % au deuxième trimestre et +0,3 % par trimestre au second semestre). Au total, la production de la branche augmenterait de 1,4 % en 2015, soit un rythme très proche de celui des années précédentes (+1,3 % en 2014, +1,4 % en 2013). ■

Le découplage entre l'industrie et les services dans les enquêtes de conjoncture ne devrait pas perdurer

Depuis plus de deux ans, les enquêtes de conjoncture de l'Insee font apparaître un découplage entre le climat des affaires dans l'industrie, au-dessus de sa moyenne au printemps 2015, et celui dans les services, nettement inférieur. L'écart est ainsi de 9 points en mai 2015.

Un tel découplage s'observe également au niveau de la croissance de la production (mesurée dans les comptes nationaux). Une telle différence de climat n'est pas inédite et l'analyse des épisodes précédents montre qu'un écart persistant supérieur à 5 points se résorbe sur une période de l'ordre de 8 mois en moyenne. En revanche, les précédents épisodes ne permettent pas d'assurer si ce décalage entre climats sectoriels peut se résorber « par le haut » ou « par le bas ».

Un écart persistant entre les climats des affaires dans l'industrie et dans les services

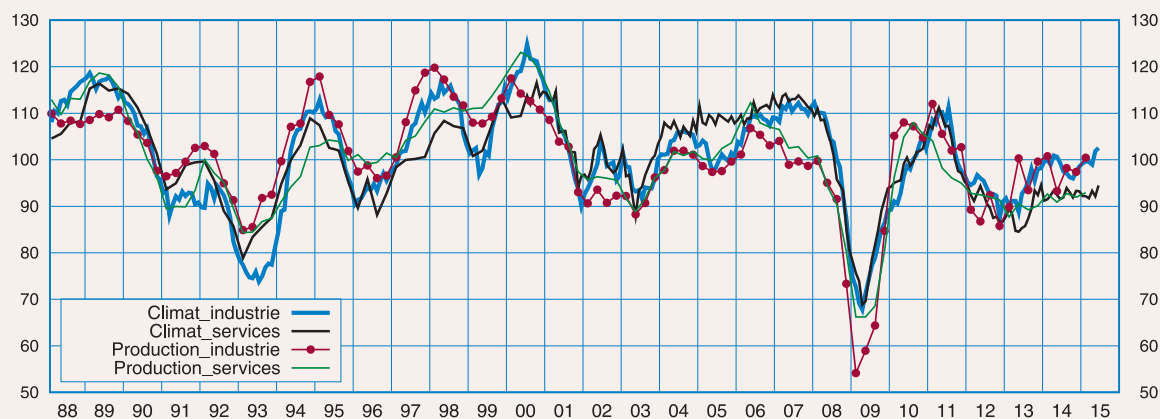
L'opinion des industriels s'est nettement améliorée depuis l'automne 2014. Le climat des affaires se situe en mai à 103, au-dessus de sa moyenne de longue période (100). Les soldes d'opinion correspondant aux perspectives

personnelles et aux perspectives générales de production se situent au-dessus de leur moyenne de long terme depuis plusieurs mois ; cette amélioration s'observe également dans les carnets de commande étrangers qui ont rebondi depuis octobre 2014 pour atteindre en avril 2015 leur plus haut niveau depuis juillet 2011.

À l'inverse, dans les services, le climat des affaires reste nettement inférieur depuis mi-2011, à 94 en mai 2015. Depuis décembre 2013, il oscille entre 91 et 94, bien en dessous de sa moyenne de longue période. Les principaux soldes, relatifs à l'activité, à la demande prévue et aux perspectives générales, se situent tous à un niveau bas.

Un tel découplage sectoriel dans les enquêtes de conjoncture se retrouve en général dans l'activité des entreprises, telle que retracée par les comptes nationaux (*graphique 1*) : le glissement annuel de la production manufacturière est début 2015 (+1,3 %) proche de sa moyenne de longue période (+1,2 % entre 1982 et 2014). Au contraire, avec la même hausse au premier trimestre 2015 (+1,3 %), la production de services marchands (hors commerce) est nettement moins dynamique qu'en moyenne sur longue période (+2,8 % par an).

1 - Climats des affaires et production dans l'industrie et les services



Note de lecture : Les climats des affaires dans l'industrie et les services sont mensuels. La production est représentée par la variation en glissement annuel de la production manufacturière et de la production dans les services marchands hors commerce. Les séries sont normalisées de moyenne 100 et d'écart-type 10.
Source : Insee

De tels décalages sectoriels ne sont pas inédits et se résorbent en général

Ce découplage conjoncturel entre les services et l'industrie, même s'il n'a pas toujours été aussi prononcé par le passé, n'est pas inédit. Par exemple, entre 1997 et 1999, le climat des affaires dans l'industrie s'est situé très au-dessus du climat dans les services ; cet écart reflétait bien une divergence en termes de production, telle que mesurée par les comptes nationaux. Comme c'est le cas actuellement, l'industrie manufacturière était alors portée par une demande extérieure bien orientée. En revanche, le climat des affaires dans les services avait longtemps stagné et n'était reparti qu'en octobre 1997.

En moyenne, l'écart en valeur absolue entre le climat des affaires dans l'industrie et celui des services est de 4 points. En mai 2015, l'écart entre les deux climats est supérieur à 5 points pour le septième mois consécutif. Depuis 1988, 10 épisodes d'un tel décalage en valeur absolue pendant au moins 3 mois se sont produits et ont perduré en moyenne 8 mois, mais parfois plus longtemps : notamment entre juin 1997 et août 1998, ou encore entre février et novembre 2005. Dans le premier cas, l'écart s'est résorbé « par le bas », suite à une baisse du climat dans l'industrie ; dans le second

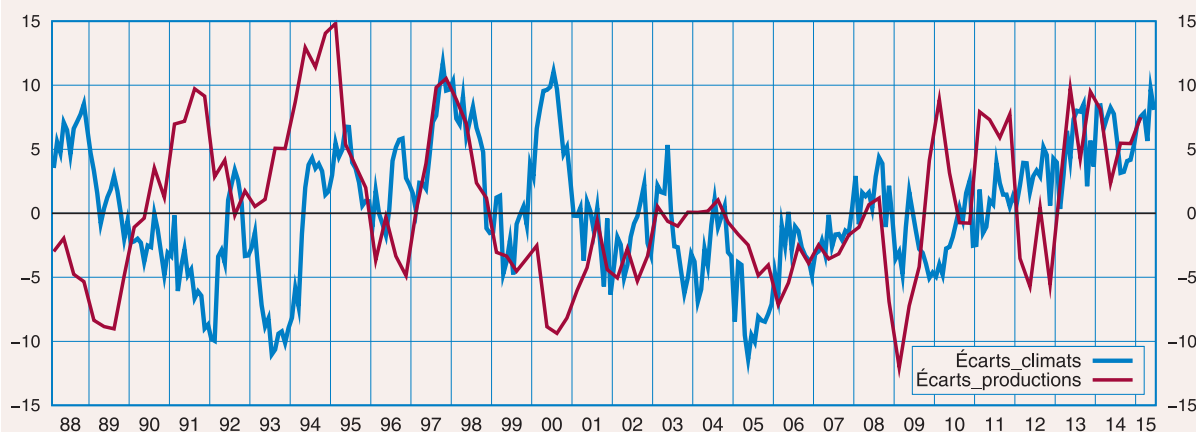
cas, à l'inverse, une résorption « par le haut » s'est traduite par une hausse du climat dans l'industrie qui a rejoint le niveau du climat dans les services.

Ces décalages de climats entre industrie et services correspondent le plus souvent à des écarts de croissance de la production, notamment depuis le milieu des années 2000 (*graphique 2*). Toutefois, ce n'est pas toujours le cas (notamment au début des années 2000) et le lien statistique sur longue période n'est pas significatif.

Dans les comptes nationaux, pour un trimestre donné, il y a une forte corrélation entre les croissances respectives des branches des services et de l'industrie : via les consommations intermédiaires, les fluctuations d'activité d'une branche entraînent l'autre.

En revanche, les effets d'entraînement sur les trimestres futurs n'apparaissent pas clairement en termes statistiques. En ce sens, on ne peut déduire, avec cette seule analyse statistique, si la branche des services sera « suiveuse » de l'industrie et bénéficier à court terme de l'amélioration de l'activité manufacturière, ou bien à l'inverse, si la stagnation dans les services peut freiner l'amélioration à l'œuvre dans l'industrie. ■

2 - Écarts entre les climats des affaires et les productions dans l'industrie et les services



Note de lecture : La série des écarts de climats est calculée par différence du climat des affaires dans l'industrie et de celui dans les services. La série des écarts de production est calculée par différence de la production en glissement annuel dans l'industrie manufacturière et de la production en glissement annuel dans les services marchands hors commerce. Les séries de climats et de productions sont normalisées de moyenne 100 et d'écart-type 10.
Source : Insee

Environnement international de la France

Au premier trimestre 2015, l'activité a légèrement ralenti dans les pays avancés (+0,3 % après +0,5 % au quatrième trimestre 2014) : en effet, le PIB américain a reculé (-0,2 % après +0,5 %) et l'activité britannique a été un peu moins vigoureuse (+0,3 % après +0,6 %). En sens inverse, l'activité a une nouvelle fois accéléré dans la zone euro (+0,4 % après +0,3 %) ainsi que, dans une plus large mesure, au Japon (+1,0 % après +0,3 %). Dans les pays émergents, la conjoncture est restée morose, notamment en Chine où l'activité a de nouveau ralenti.

Dans les pays avancés, l'activité serait soutenue jusqu'à la fin de l'année 2015. Plusieurs facteurs favorables y concourent : côté production, le climat des affaires se situe à un niveau élevé ; côté demande, la consommation des ménages profiterait notamment du surcroît de leur pouvoir d'achat généré par la baisse passée du prix du pétrole et par le dynamisme des salaires. Le découplage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro s'amenuiserait. L'activité japonaise progresserait modérément, soutenue par le redressement de la demande intérieure.

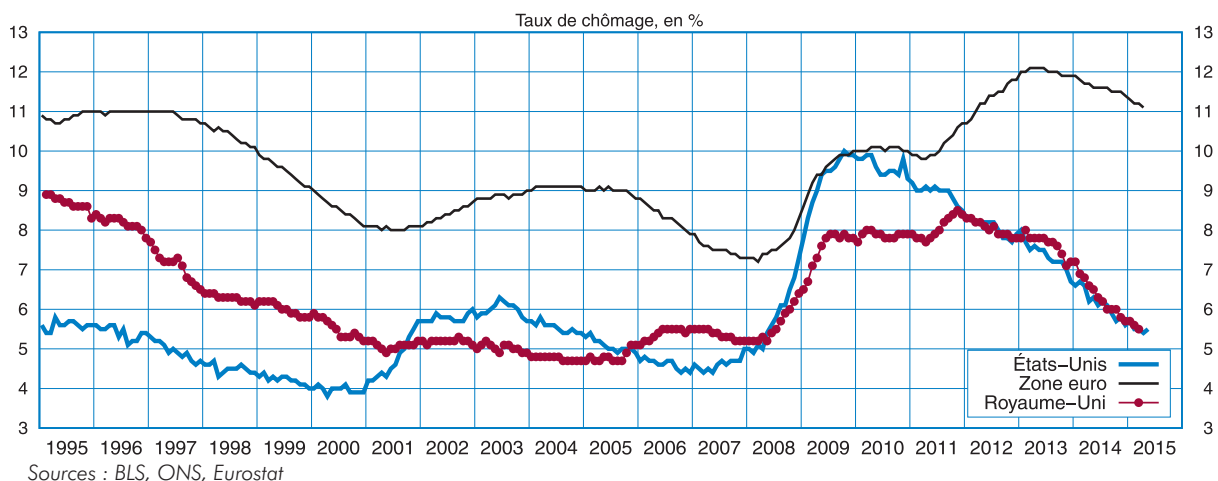
Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti : le Brésil et la Russie seraient en récession sur l'ensemble de l'année, tandis que la Chine devrait connaître sa plus faible croissance depuis 1990.

Les politiques monétaires des pays occidentaux divergeraient

En mars 2015, la Banque centrale européenne (BCE) a commencé à mettre en œuvre son nouveau programme d'achats de titres, y compris de dette publique, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'en 2016. Cette politique entraîne une forte hausse de la taille de son bilan. Elle a contribué à améliorer les conditions du crédit aux agents privés, et permis d'enrayer la baisse des anticipations d'inflation des marchés. En revanche, si l'inflation totale a cessé de baisser à la suite de la stabilisation des prix du pétrole, l'inflation sous-jacente reste pour l'heure très faible, atteignant à peine +0,6 % sur un an en mai 2015. Alors qu'il baissait de manière presque ininterrompue depuis mi-2014, notamment par anticipation des mesures d'assouplissement monétaire de la BCE, le cours de l'euro par rapport au dollar a rebondi à partir d'avril 2015, tout en restant environ 20 % en dessous de sa valeur de mi-2014.

Aux États-Unis, l'inflation sous-jacente reste plus élevée (+1,8 % sur un an en avril 2015) et compatible avec la cible de moyen terme de la Réserve fédérale, même si la lenteur de la reprise et l'appréciation récente du dollar pèsent sur les prix. De solides perspectives d'activité, un léger regain d'inflation et surtout l'amélioration constante du marché du travail (*graphique 1*) rapprochent la fin du *statu quo* de la politique monétaire. La Réserve

1 - Le marché du travail continue de s'améliorer



fédérale relèverait ainsi ses taux directeurs avant la fin de l'année, perspective qui soutient le cours du dollar. Au Royaume-Uni, le relèvement des taux se ferait attendre un peu plus longtemps : l'inflation y est en effet plus faible et les salaires encore peu dynamiques.

Portée par la demande intérieure, l'activité serait soutenue dans les pays avancés

La chute des prix du pétrole entamée à l'été 2014 s'est interrompue mi-janvier 2015, lorsque les producteurs américains de pétrole non conventionnel et les grandes compagnies pétrolières ont commencé à ajuster leurs décisions d'investissement à un prix du pétrole faible. Si le prix du Brent a augmenté depuis le début de l'année, il reste bas : en mai 2015, à 65 \$ le baril, il se situe environ 40 % en dessous de sa valeur un an plus tôt. Dans les pays avancés, cette forte baisse a donné plus de pouvoir d'achat aux ménages, favorisant leur consommation et leur épargne au premier trimestre (*graphique 2*). D'ici fin 2015, les ménages ajusteraient leur épargne et profiteraient de ce surcroît de pouvoir d'achat pour augmenter de nouveau leurs dépenses de consommation, ce qui soutiendrait l'activité.

Ainsi, l'économie américaine croîtrait à nouveau dès le deuxième trimestre (+0,5 %), croissance qui se maintiendrait jusqu'à la fin de l'année (+0,6 % par trimestre au second semestre). En dépit d'un léger ralentissement de l'emploi, le revenu des ménages progresserait vigoureusement, soutenu par une progressive accélération des salaires. L'investissement des entreprises rebondirait après s'être contracté au premier trimestre, puis conserverait une progression soutenue, dans le sillage de l'activité. En revanche, l'appréciation passée du dollar continuerait de peser sur le commerce extérieur.

Au Royaume-Uni, l'activité accélérerait au deuxième trimestre (+0,6 %) puis resterait soutenue au second semestre (+0,5 % par trimestre), entraînée par la vigueur de la demande intérieure, alors que les salaires commencent à accélérer. À l'inverse, l'appréciation passée de la livre continuerait de peser sur l'activité.

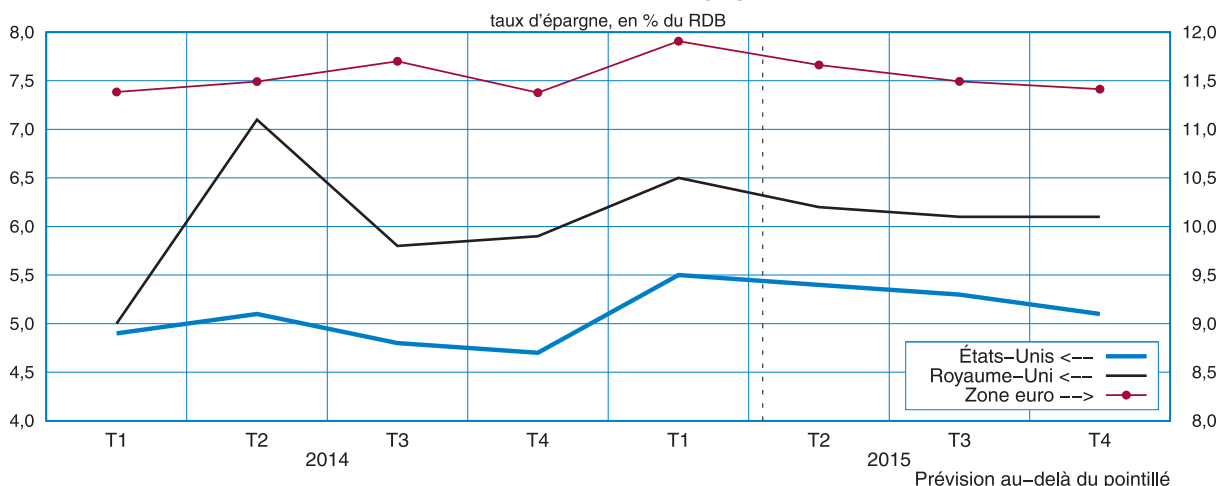
Au Japon, l'activité se redresserait, portée par l'investissement des entreprises, après une récession en 2014. Néanmoins, la consommation privée resterait enclavée à un niveau inférieur à ce que le pays connaissait avant la hausse de TVA d'avril 2014. Ce choc de TVA et la très modeste progression des salaires nominaux ont en effet fortement pesé sur le pouvoir d'achat des ménages.

En zone euro, la reprise se poursuivrait (+0,4 % au deuxième trimestre, +0,5 % par trimestre au second semestre), portée par la consommation des ménages et l'accélération progressive de l'investissement. Les divergences ne s'atténueraient pas complètement au sein de la zone : l'Espagne et l'Allemagne en seraient les moteurs, tandis que l'Italie serait plus en retrait.

La situation resterait morose dans les pays émergents

Début 2015, le climat conjoncturel, déjà morose, s'est détérioré dans la plupart des grands pays émergents, notamment en Chine où l'activité a une nouvelle fois ralenti, mais également au Brésil et en Russie : sur l'ensemble de l'année 2015, ces deux pays seraient en récession. Au deuxième trimestre, le climat des affaires y reste relativement dégradé par rapport à celui des pays avancés (*graphique 3*), ce qui perdurerait d'ici fin 2015. Ainsi, en Chine, la production industrielle continuerait de fléchir et l'investissement privé, notamment immobilier, ralentirait de nouveau, en dépit d'une politique monétaire plus expansionniste.

2 - Le fort regain de pouvoir d'achat se transmettrait progressivement à la consommation dans les pays avancés



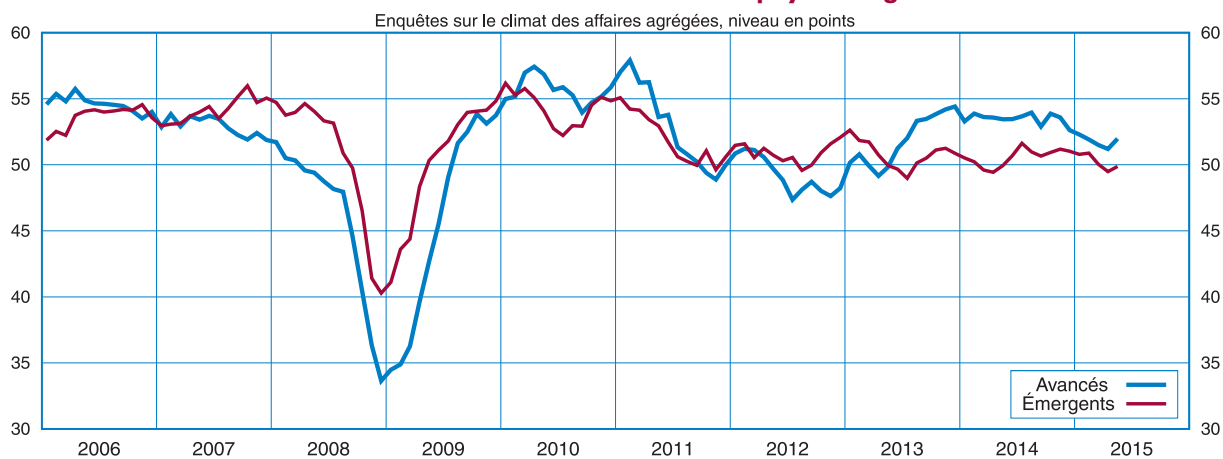
Sources : BEA, ONS, Eurostat

Conjoncture française

La faiblesse conjoncturelle des économies asiatiques, ainsi que les effets de la grève des dockers américains sur les échanges entre les États-Unis et l'Asie, sont partiellement responsables d'une forte contraction du commerce mondial au premier trimestre (-1,5 % après +1,2 %). Celui-ci rebondirait nettement au deuxième trimestre (+1,8 %), puis continuerait de

progresser de façon plus modérée (+1,3 % puis +1,5 % au second semestre). Les exportations françaises étant moins exposées aux pays d'Asie émergente, la demande mondiale adressée à la France aurait un profil moins heurté au premier semestre (+0,8 % puis +1,0 %). Au second semestre, elle progresserait un peu plus rapidement (+1,2 % par trimestre). ■

3 - Pas d'amélioration en vue dans les pays émergents



Synthèse du scénario international

	2014				2015				2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
PIB des économies avancées	0,2	0,4	0,6	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	1,8	1,9
Commerce mondial	-0,2	0,6	2,0	1,2	-1,5	1,8	1,3	1,5	3,3	3,0
Importations des économies avancées	0,4	0,8	1,0	1,0	1,1	1,0	1,4	1,4	2,9	4,4
Importations des économies émergentes	0,4	-1,0	3,6	1,5	-4,3	2,6	1,2	1,6	4,0	1,2

Prévision

Note de lecture : les données d'importations, d'exportations et de commerce mondial concernent les seuls biens.
Sources : Instituts statistiques nationaux, Central Plan Bureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

Échanges extérieurs

Au premier trimestre 2015, les exportations ont ralenti (+0,9 % après +2,5 %), notamment en produits manufacturés (+1,0 % après +3,1 %). Elles accéléreraient au deuxième trimestre (+1,4 %), grâce à une demande extérieure plus dynamique et sous l'effet favorable de la forte dépréciation de l'euro début 2015. Ensuite, elles continueraient de croître à un rythme élevé (+1,2 % par trimestre).

Les importations ont nettement accéléré au premier trimestre 2015 (+2,3 % après +1,5 %), en particulier les achats de biens aéronautiques et de pétrole brut. Par contre, elles ralentiraient nettement au deuxième trimestre (+0,3 %), puis retrouveraient une croissance en ligne avec la demande intérieure au second semestre (+1,0 % au troisième trimestre puis +1,1 % au quatrième).

Après avoir pesé négativement sur la croissance au premier trimestre 2015 (-0,5 point), la contribution du commerce extérieur serait positive au deuxième trimestre (+0,3 point) et neutre ensuite. En moyenne en 2015, le commerce extérieur amputerait la croissance de 0,2 point, après -0,5 point en 2014.

Le commerce mondial rebondirait au deuxième trimestre puis resterait relativement dynamique

Au premier trimestre 2015, le commerce mondial s'est contracté (-1,5 % après +1,2 % le trimestre précédent). Les échanges des pays asiatiques ont nettement reculé, tout comme ceux des États-Unis,

principalement sous l'effet de la grève des dockers américains. Au deuxième trimestre, le commerce mondial rebondirait par contrecoup (+1,8 %), traduisant un retour à la normale des échanges. Il retrouverait ensuite un rythme plus modéré (+1,3 % au troisième trimestre puis +1,5 % au quatrième), un peu en-deçà de son rythme d'avant-crise (+1,6 % par trimestre entre 2000 et 2007).

Malgré le recul du commerce mondial, la demande adressée à la France n'a que légèrement fléchi au premier trimestre (+0,8 %) grâce au dynamisme des importations de ses principaux partenaires (*graphique 1*). Elle accélérerait légèrement au deuxième trimestre (+1,0 %), sous l'effet du rebond des importations des pays émergents. Au second semestre, elle retrouverait un rythme de progression proche de sa tendance depuis 2010 (+1,2 % par trimestre). Étant donnée la composition géographique des exportations françaises, la demande mondiale adressée à la France serait surtout soutenue par le dynamisme des pays avancés (*graphique 2*), alors que la contribution des pays émergents serait inférieure en 2015 (+0,1 point en moyenne par trimestre) à sa moyenne de longue période (+0,4 point entre début 2000 et mi-2013).

Les exportations accéléreraient au deuxième trimestre 2015

Au premier trimestre 2015, les exportations françaises de biens et services ont ralenti (+0,9 % après +2,5 %, *tableau*), comme attendu dans la Note de conjoncture de mars. En particulier, les

Prévision de croissance des échanges extérieurs

	Variations trimestrielles								Variations annuelles	
	2014				2015				2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Exportations										
Ensemble des biens et services	0,5	0,2	0,9	2,5	0,9	1,4	1,2	1,2	2,4	5,2
Produits manufacturés (69 %*)	0,5	-0,3	0,3	3,1	1,0	1,6	1,4	1,3	1,8	5,7
Importations										
Ensemble des biens et services	0,7	0,9	1,8	1,5	2,3	0,3	1,0	1,1	3,9	5,6
Produits manufacturés (69 %*)	0,3	0,7	1,5	1,4	2,2	0,8	1,4	1,5	3,7	5,9
Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB	-0,1	-0,2	-0,3	0,2	-0,5	0,3	0,0	0,0	-0,5	-0,2

Prévision

*Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2014

Source : Insee

Conjoncture française

exportations de matériels de transport ont nettement décéléré après avoir été très dynamiques fin 2014 (-0,9 % après +11,1 %). En revanche, les exportations de biens d'équipement ont accéléré (+2,6 % après +1,3 %) ainsi que celles des autres produits industriels (+1,3 % après 0,0 %).

Au deuxième trimestre 2015, les exportations accéléreraient (+1,4 %), soutenues par une demande mondiale plus dynamique et la dépréciation passée du taux de change effectif réel. Les exportations de produits manufacturés, notamment, croîtraient plus vite (+1,6 % après +1,0 %).

Au second semestre 2015, les exportations augmenteraient à un rythme légèrement moins soutenu, de +1,2 % par trimestre : le taux de change effectif réel se stabiliserait, mais la demande adressée à la France soutiendrait les ventes. Les exportations de biens manufacturés, notamment, ralentiraient légèrement (+1,4 % puis +1,3 %, graphique 3). Les exportations de services augmenteraient à un rythme proche de

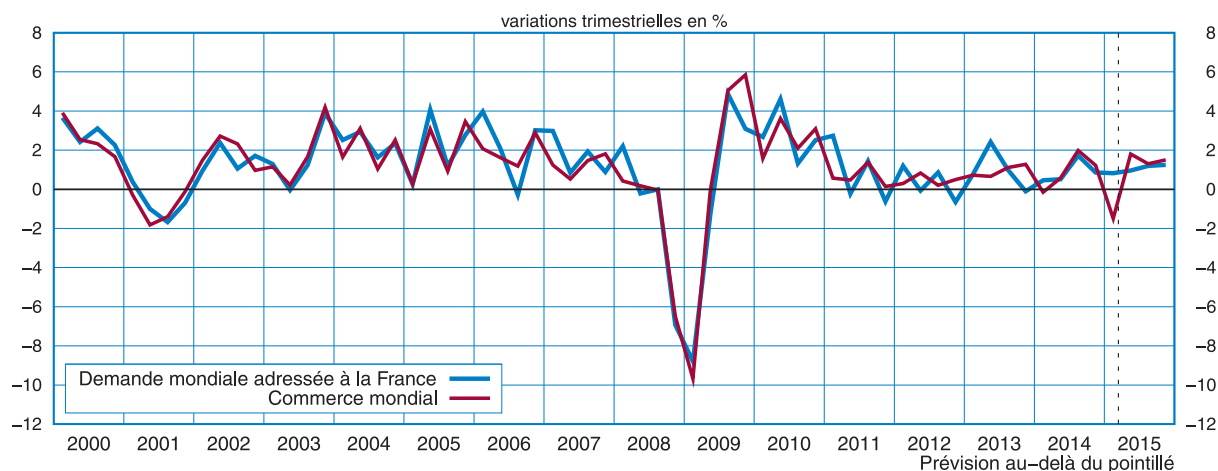
leur tendance (+1,3 % par trimestre). Sur l'ensemble de l'année 2015, les exportations progresseraient de 5,2 %, après +2,4 % en 2014.

Les importations ralentiraient nettement au deuxième trimestre 2015

Au premier trimestre 2015, les importations de biens et services ont accéléré (+2,3 % après +1,5 %, *tableau*), portées par le dynamisme des importations manufacturières (+2,2 % après +1,4 %). En particulier, les importations de matériel de transports se sont vivement accrues (+7,1 % après +0,4 %), notamment du fait d'achats particulièrement importants de produits aéronautiques. De même, les importations d'énergie ont nettement accéléré (+8,5 % après +1,7 %), notamment celles de pétrole brut.

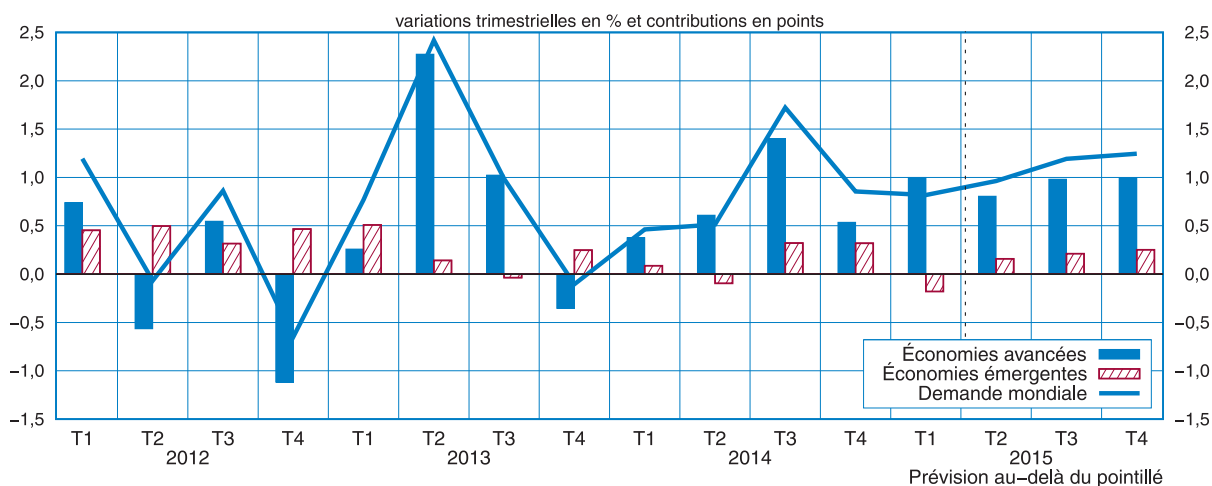
Par contre-coup de ces fortes hausses ponctuelles, les importations totales seraient quasi stables au deuxième trimestre (+0,3 %). Les achats de produits manufacturés ralentiraient (+0,8 %) et les achats d'énergie se contracteraient (-5,5 %).

1 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Sources : Insee, DG Trésor, Centraal Plan Bureau

2- Demande mondiale adressée à la France et contributions des principaux partenaires

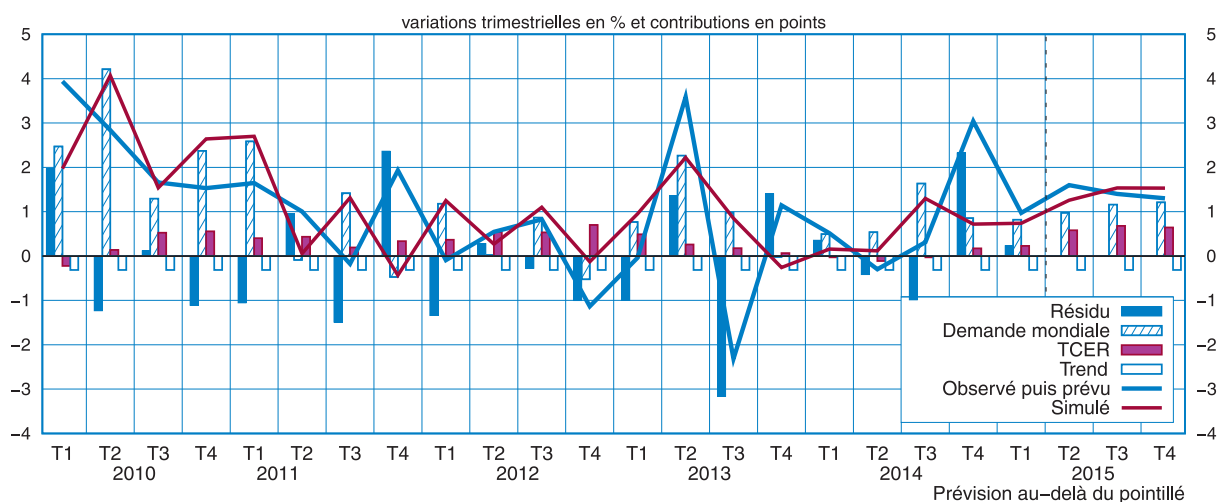


Sources : Insee, DG Trésor, Centraal Plan Bureau

Au second semestre 2015, les importations accéléreraient à nouveau (+1,0 % puis +1,1 %), notamment les achats de produits manufacturés (+1,5 % en moyenne par trimestre), en phase avec la demande intérieure. Les importations énergétiques (-1,0 % par trimestre) et celles de services (+0,9 % en moyenne par trimestre) retrouveraient un rythme proche de leur tendance. En 2015, les importations augmenteraient de 5,6 % en moyenne annuelle, après +3,9 % en 2014.

Sur l'ensemble de l'année 2015, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB serait négative (-0,2 point), mais pèserait moins sur la croissance qu'en 2014 (-0,5 point). Elle serait à nouveau positive au deuxième trimestre (+0,3 point) puis neutre au second semestre 2015. ■

3 - Équation d'exportations (biens manufacturés) et contributions économétriques



Note de lecture - TCER : taux de change effectif réel

Source : Insee

L'amélioration du climat des affaires dans l'industrie depuis fin 2014 résulte des entreprises exportatrices

Depuis juillet 2014, la baisse du prix du pétrole et la dépréciation de l'euro offrent aux entreprises industrielles françaises des conditions favorables à leur activité. De fait, l'opinion des chefs d'entreprise s'est nettement améliorée et, en mai 2015, le climat des affaires dans l'industrie se situe 6 points au-dessus de son niveau de juillet 2014. Les entreprises fortement exportatrices (celles qui réalisent plus du quart de leur chiffre d'affaires à l'étranger) contribuent pour 5 points à cette évolution (*graphique*).

Le climat des affaires dans l'industrie au plus haut depuis l'été 2011

Le climat des affaires dans l'industrie a progressé de 3 points depuis le début de l'année 2015 ; il se situe en mai à 103, au plus haut depuis août 2011. Cette embellie se retrouve dans la nette accélération de la production manufacturière au premier trimestre 2015 (+1,3 % après +0,1 % fin 2014). Si elle se confirme, cette embellie laisse présager un net rebond de la production industrielle en 2015, après quatre années de croissance décevante.

La progression du climat des affaires dans l'industrie depuis le début de l'année s'explique principalement par l'amélioration de l'opinion des chefs d'entreprises fortement exportatrices sur leur activité (*tableau 1*).

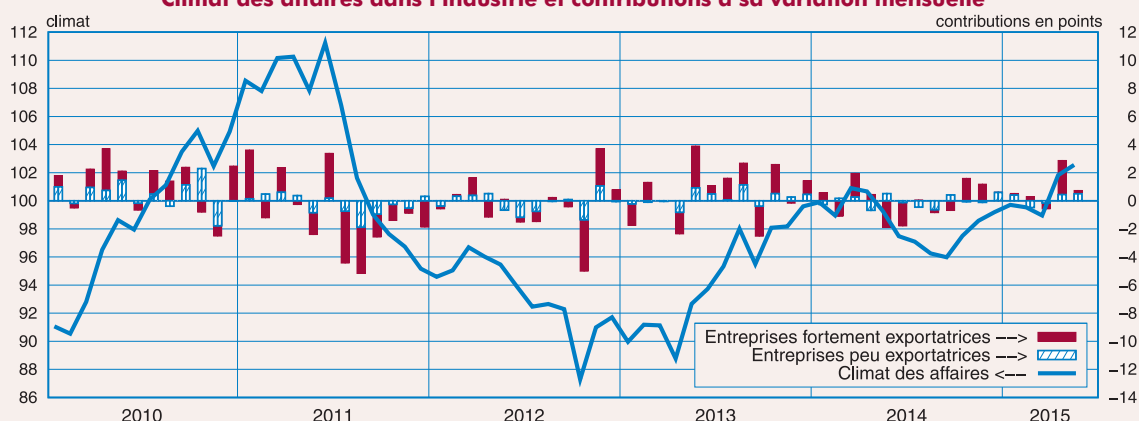
En particulier, elles ont été les principales contributrices à la nette progression du solde sur la production passée depuis le début de l'année. Portées par des carnets de commandes à

l'exportation jugés désormais supérieurs à leur niveau normal, elles expliquent également à elles seules l'amélioration du solde d'opinion sur les carnets de commandes globaux depuis janvier 2015, tandis que la contribution des entreprises peu exportatrices est quasi stable depuis le début de l'année.

La compétitivité des entreprises s'améliore nettement hors Union européenne

Même si les industriels français signalent une amélioration de la conjoncture, ils restent globalement pessimistes sur leur compétitivité sur le marché français et à l'intérieur de l'Union européenne. Les soldes d'opinion correspondants se situent en dessous de leur niveau moyen (*tableau 2*). En revanche, les industriels se montrent bien plus optimistes sur leur compétitivité à l'extérieur de l'Union. Le solde d'opinion correspondant a progressé de 15 points depuis juillet 2014 et se situe très largement au-dessus de sa moyenne de long terme. Les entreprises de l'agroalimentaire et des biens d'équipement ont été les premières à contribuer à l'amélioration de ce solde, suivies des « autres industries ». Les entreprises fortement exportatrices, qui bénéficient depuis début 2015 de l'accentuation de la dépréciation de l'euro, ont d'ailleurs été nettement plus nombreuses qu'en moyenne à signaler une baisse de leur prix de vente à l'exportation au premier trimestre 2015. ■

Climat des affaires dans l'industrie et contributions à sa variation mensuelle



Lecture : En avril 2015, le climat des affaires se situe à 101,8 dans l'industrie. Il progresse de 2,9 points par rapport à mars. Les entreprises fortement exportatrices contribuent pour 2,4 points à cette évolution.

Source : Insee

1 - Opinion des industriels sur leur activité et contributions

Soldes d'opinion, % CVS

	Moyenne (1)	2014		2015	
		Juillet	Octobre	Janvier	Avril
Production passée	3	4	-1	-2	5
contribution des entreprises peu exportatrices	0	0	-3	-1	-2
contribution des entreprises exportatrices	3	4	3	-1	7
Perspectives personnelles de production	5	0	8	13	6
contribution des entreprises peu exportatrices	1	-1	1	1	2
contribution des entreprises exportatrices	4	1	7	12	3
Niveau des stocks	12	12	12	13	8
contribution des entreprises peu exportatrices	8	10	11	9	8
contribution des entreprises exportatrices	3	2	1	3	0
Carnets de commandes globaux	-19	-23	-23	-21	-18
contribution des entreprises peu exportatrices	-10	-9	-11	-9	-11
contribution des entreprises exportatrices	-9	-14	-12	-12	-7
Carnets de commandes étrangers	-15	-21	-22	-15	-8
contribution des entreprises peu exportatrices	2	5	5	5	6
contribution des entreprises exportatrices	-16	-27	-27	-20	-14
Perspectives générales de production	-10	-19	-22	-10	2
contribution des entreprises peu exportatrices	-9	-13	-17	-10	-3
contribution des entreprises exportatrices	0	-6	-5	0	5

Lecture : En avril 2015, le solde d'opinion sur la production passée se situe à 5. Les entreprises peu exportatrices contribuent pour -2 à ce solde (c'est-à-dire une contribution inférieure à la moyenne) et les entreprises fortement exportatrices pour 7.

(1) Depuis février 1990

2 - Opinion des industriels sur leur compétitivité et contributions

Soldes d'opinion, % CVS

	Moyenne (2)	2014		2015	
		Juillet	Octobre	Janvier	Avril
Position compétitive sur le marché français	1	-3	-7	0	-2
contribution des entreprises peu exportatrices	-5	-9	-11	-7	-8
contribution des entreprises exportatrices	6	7	4	7	6
Position compétitive à l'intérieur de l'Union européenne	-1	-1	-8	-3	-2
contribution des entreprises peu exportatrices	-2	-1	-2	-1	-1
contribution des entreprises exportatrices	2	0	-6	-2	-1
Position compétitive à l'extérieur de l'Union européenne	-1	-7	-3	0	8
contribution des entreprises peu exportatrices	-2	-2	-3	-2	-2
contribution des entreprises exportatrices	1	-4	0	2	9
Évolution passée des prix	4	-2	-12	-9	-5
contribution des entreprises peu exportatrices	3	-4	-5	-5	-5
contribution des entreprises exportatrices	1	2	-7	-4	0
Évolution passée des prix à l'exportation	2	-2	0	-2	-14
contribution des entreprises peu exportatrices	2	1	1	0	1
contribution des entreprises exportatrices	0	-4	-1	-2	-14

Lecture : En avril 2015, le solde d'opinion sur la position compétitive sur le marché français se situe à -2. Les entreprises peu exportatrices contribuent pour -8 à ce solde et les entreprises fortement exportatrices à 6.

(2) Depuis juillet 1997

Source : Insee, enquêtes mensuelles de conjoncture dans l'industrie

Emploi

Au premier trimestre 2015, l'emploi s'est quasiment stabilisé dans les secteurs marchands non agricoles (-1 000 postes). Il accélérerait légèrement d'ici la fin de l'année, porté par une activité mieux orientée et un enrichissement de la croissance en emplois généré par le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et le Pacte de responsabilité et de solidarité. En 2015, l'emploi marchand progresserait ainsi de 41 000 postes (après une baisse de 45 000 postes en 2014).

Dans les secteurs non marchands, l'emploi continuerait d'augmenter (+53 000 postes en 2015, après +67 000 en 2014), du fait notamment du nombre accru de bénéficiaires de contrats aidés.

Au total, l'emploi progresserait de 114 000 postes en 2015 (après +41 000 en 2014), avec une nette accélération au second semestre (+71 000 postes, après +43 000 au premier semestre).

L'emploi marchand se redresserait en 2015

En 2014, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a fortement reculé (-45 000 postes sur un an en fin d'année, *tableau 1*), la baisse étant particulièrement marquée au troisième trimestre (-50 000). Au premier trimestre 2015, l'emploi marchand s'est quasiment stabilisé (-1 000 postes) : la baisse

persistante des effectifs dans l'industrie et la construction, ainsi que le repli de l'intérim, ont été plus que compensés par l'accélération de l'emploi dans le secteur tertiaire hors intérim.

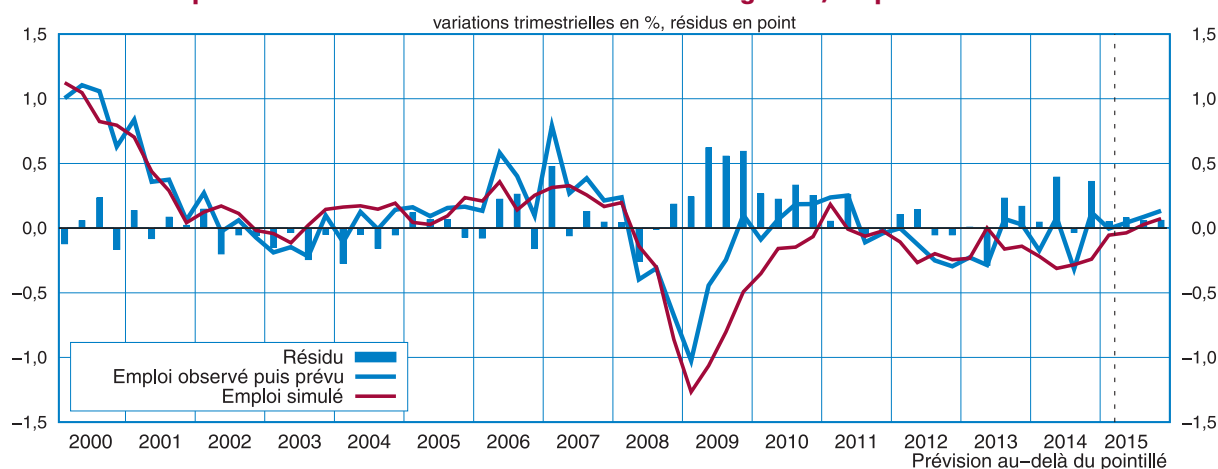
À partir du deuxième trimestre 2015, l'emploi des secteurs marchands accélérerait progressivement, bénéficiant d'une activité globalement plus dynamique ainsi que des effets d'enrichissement de la croissance en emplois du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et du Pacte de responsabilité et de solidarité (*graphiques 1 et 2*). Au total, après trois années consécutives de baisse, l'emploi marchand non agricole augmenterait en 2015 (+41 000 postes), avec une nette accélération au second semestre (+35 000, après +6 000 au premier semestre).

L'intérim augmenterait légèrement et l'emploi tertiaire hors intérim accélérerait

En 2014, l'emploi a légèrement augmenté dans le secteur tertiaire marchand hors intérim (+35 000 postes). Au premier trimestre 2015, la hausse de l'emploi dans ce secteur (+27 000 postes) a plus que compensé la baisse de l'emploi intérimaire (-9 000 postes).

À partir du deuxième trimestre 2015, les différents secteurs utilisateurs feraient à nouveau davantage appel à l'intérim et le nombre d'intérimaires augmenterait un peu sur l'ensemble de l'année 2015 (+10 000). Dans le secteur tertiaire hors intérim, le jugement des chefs d'entreprises

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Note de lecture : Le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris sur la période récente du CICE et du PRS). Un résidu positif, comme fin 2014, indique que l'emploi observé s'est comporté de façon plus favorable que ne le laissent attendre les comportements passés. Période d'estimation de l'équation : 1984-2009
Source : Insee

Conjoncture française

sur l'évolution de leurs effectifs s'améliore depuis avril. En outre, d'ici la fin de l'année 2015, l'activité dans les services accélérerait légèrement, de sorte que l'emploi hors intérim s'élèverait encore un peu plus vite (+64 000 postes au second semestre après +42 000 au premier).

Au total, l'emploi tertiaire marchand augmenterait de 116 000 en 2015 (+42 000 postes au premier semestre, puis +74 000 au second).

Le recul de l'emploi industriel s'atténuerait

L'emploi industriel hors intérim¹ a diminué de 35 000 postes en 2014, avec des baisses équivalentes sur les deux semestres.

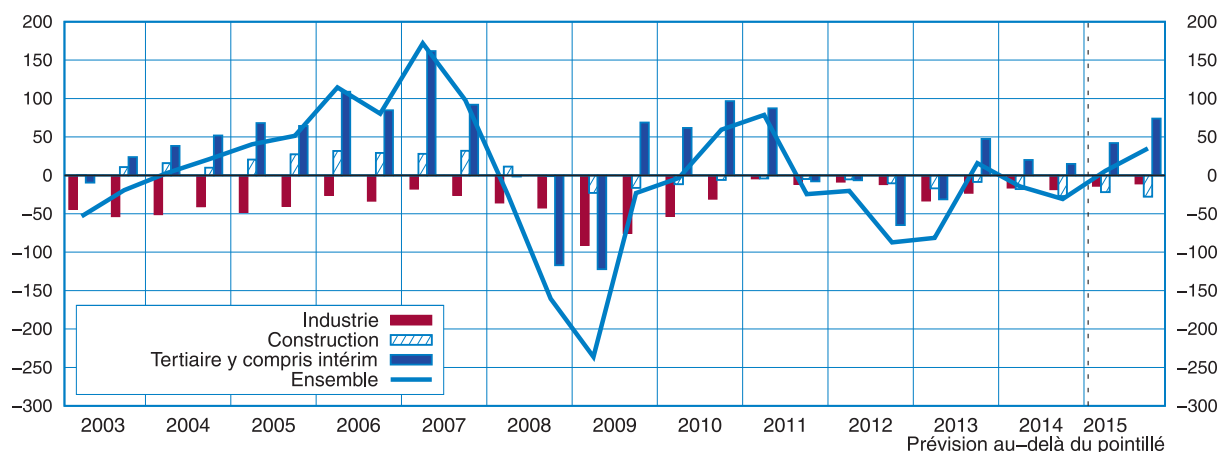
(1) Dans les chiffres publiés par l'Insee, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction.

Dans les enquêtes de conjoncture, les anticipations des industriels en termes d'emploi suggèrent que les effectifs continueraient de diminuer au cours des prochains trimestres ; le recul serait toutefois légèrement plus modéré grâce à l'accélération de l'activité (-14 000 postes au premier semestre, puis -11 000 au second).

La construction continuerait de perdre des emplois

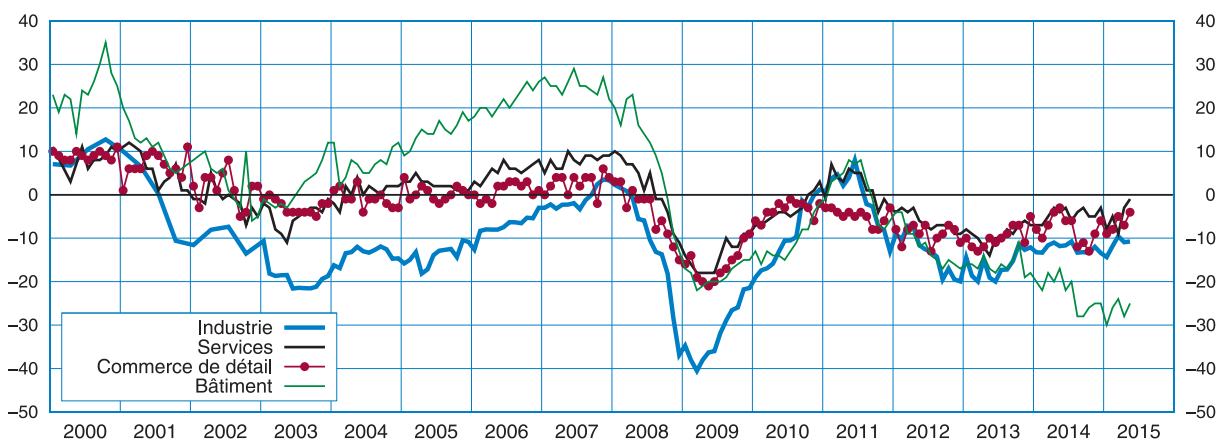
L'emploi dans la construction n'a cessé de baisser depuis la crise de 2008-2009. Les pertes d'emplois se sont même amplifiées durant l'année 2014 (-45 000) et se sont poursuivies sur le même rythme au premier trimestre 2015 (-11 000 postes). Au vu des perspectives dégradées que signalent les enquêtes de conjoncture (graphique 3), le recul de l'emploi dans ce secteur s'intensifierait au cours des prochains trimestres : 50 000 postes seraient détruits sur l'ensemble de l'année 2015.

2 - Évolution semestrielle de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



Source : Insee

3 - Solde d'opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs prévus



Source : Insee

L'emploi non marchand continuerait de progresser

En 2014, les effectifs du secteur non marchand ont progressé de 67 000 postes, largement portés par les contrats aidés.

En 2015, l'emploi non marchand continuerait de croître sur un rythme à peine plus modéré (+53 000). Les dispositifs de contrats aidés non marchands représenteraient, comme en 2014, près de 400 000 entrées, en tenant compte d'un relèvement des enveloppes fixées en loi de finances de près de 90 000. Le nombre de bénéficiaires de ces contrats augmenterait de 24 000 sur l'ensemble de l'année (après +47 000 en 2014). Par ailleurs l'emploi non marchand non aidé continuerait d'augmenter et le dispositif du service civique monterait en charge.

L'emploi total augmenterait de 114 000 postes en 2015

En tenant compte de l'emploi non salarié, l'emploi total tous secteurs confondus augmenterait de 114 000 postes en 2015, après +41 000 en 2014, avec une accélération au second semestre (+71 000 postes après +43 000 postes au premier semestre). Ce dynamisme serait imputable à l'élévation du rythme de croissance de l'activité et aux effets d'enrichissement de la croissance en emplois générés par les dispositifs de CICE et du Pacte de responsabilité et de solidarité. L'emploi pourrait même être légèrement plus dynamique si un nombre conséquent d'entrepreneurs sans salarié décidaient d'embaucher un premier salarié dans le cadre du dispositif annoncé le 9 juin 2015 pour les très petites entreprises. ■

Tableau 1

Évolution de l'emploi

en milliers, CVS

	2014				2015				2014 S1	2014 S2	2015 S1	2015 S2	2014	2015	Niveau fin 2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4							
Secteurs principalement marchands non agricoles¹	-27	13	-50	19	-1	7	14	21	-14	-31	6	35	-45	41	15 841
dont :															
Industrie	-7	-10	-11	-8	-8	-6	-6	-5	-17	-19	-14	-11	-35	-25	3 145
Construction	-7	-10	-14	-13	-11	-11	-14	-14	-18	-27	-22	-28	-45	-50	1 352
Intérim	-13	11	-23	25	-9	9	3	8	-2	2	0	10	0	10	540
Tertiaire essentiellement marchand hors intérim	0	22	-2	15	27	15	31	33	22	13	42	64	35	106	10 804
Salariés agricoles	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	4	4	
Tertiaire principalement non marchand	16	16	14	20	16	12	9	17	32	34	28	26	67	53	
Non-salariés	4	4	4	4	4	4	4	4	8	8	8	8	15	15	
EMPLOI TOTAL	-6	34	-31	44	20	23	28	43	28	13	43	71	41	114	

Prévision

Lecture : 35 000 emplois seraient créés dans le secteur principalement marchand non agricole durant le second semestre 2015. Ce secteur comprend, au 31 décembre 2014, 15 841 000 salariés.

(1) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

	2014				2015				2014 S1	2014 S2	2015 S1	2015 S2	2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4						
Emplois d'avenir	10	7	7	5	2	4	4	3	17	12	5	6	28	11
CUI-CAE yc ACI ¹	10	6	-4	6	9	2	-5	7	16	2	11	2	18	13
Total	20	12	3	11	11	5	-1	9	33	14	16	9	47	24

Prévision

Note : Y compris avenants de reconduction

(1) CUI-CAE : contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi ; ACI : ateliers et chantiers d'insertion

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

Chômage

Au premier trimestre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 38 000 en France métropolitaine et le taux de chômage a légèrement baissé. Il s'est établi à 10,0 % de la population active, après 10,1 % fin 2014. En France entière, le taux de chômage a atteint 10,3 %, après 10,4 % au trimestre précédent.

Au deuxième trimestre 2015, les créations d'emplois seraient encore trop ténues pour enrayer une légère hausse du chômage. En revanche, au second semestre 2015, le chômage se stabiliserait car les créations nettes d'emplois seraient suffisantes pour compenser la hausse de la population active. Fin 2015, le taux de chômage resterait ainsi à son niveau de mi-2015 (10,4 % en France entière, 10,1 % en France métropolitaine).

Légère baisse du taux de chômage au premier trimestre 2015

Au premier trimestre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 38 000 en France métropolitaine ([tableau](#)), après une hausse de 32 000 au trimestre précédent. L'emploi a légèrement augmenté sur la même période (+32 000). Le taux de chômage a ainsi diminué par rapport à fin 2014, à 10,0 % de la population active métropolitaine, contre 10,1 % au trimestre précédent. Il a augmenté de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2014, le nombre de chômeurs s'étant accru de 55 000. Sur l'ensemble de la France, le taux de chômage s'est établi à 10,3 %, après 10,4 % au quatrième trimestre 2014.

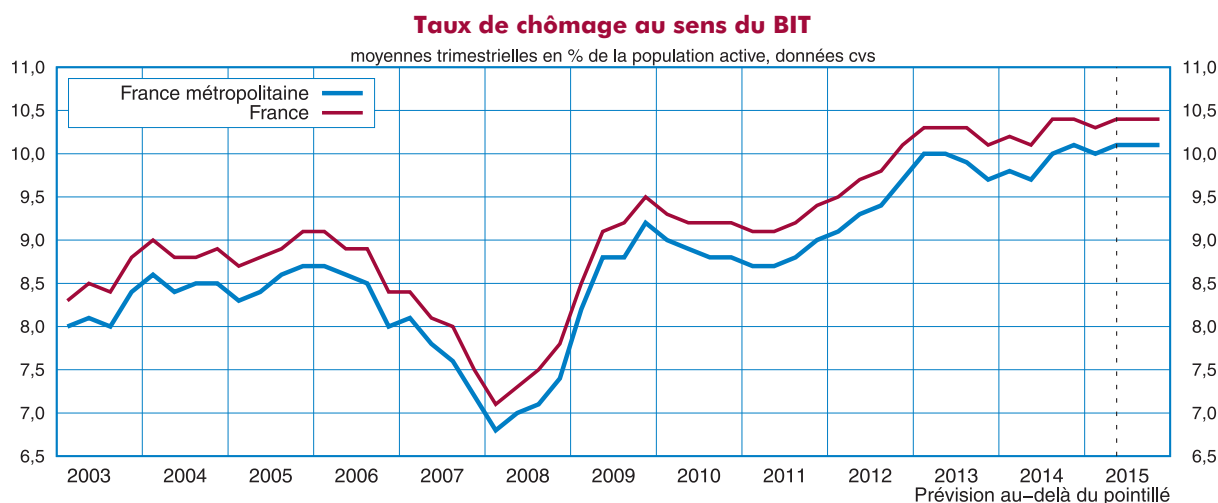
Le halo autour du chômage a augmenté, surtout pour les plus de 50 ans

Le nombre de chômeurs a diminué surtout pour les 50 ans et plus. En France métropolitaine, leur taux de chômage s'est établi à 6,4 % au premier trimestre 2015, contre 6,8 % fin 2014 (-26 000 chômeurs). Cette baisse aurait pour contrepartie une hausse du nombre de personnes de plus de 50 ans se situant dans le halo autour du chômage¹ qui a augmenté de 57 000 au premier trimestre (+71 000 toutes tranches d'âge réunies). Cette hausse concerne notamment les chômeurs dits « découragés », c'est-à-dire les personnes souhaitant travailler, disponibles rapidement, mais qui n'ont pas recherché activement d'emploi au cours du mois écoulé.

Le taux de chômage des jeunes remonte

Après un pic à 25,4 % fin 2012, le taux de chômage des 15-24 ans a diminué tout au long de l'année 2013, avant de se stabiliser à 22,9 % au premier semestre 2014. Les jeunes ont notamment bénéficié de la mise en place des emplois d'avenir en 2012, dédiés à ceux d'entre eux qui sont sans qualification ou peu diplômés. Leur taux de

(1) Le halo autour du chômage est composé de personnes inactives au sens du Bureau international du travail (BIT) : il s'agit des personnes qui recherchent un emploi mais qui ne sont pas disponibles et des personnes qui souhaitent travailler mais qui ne recherchent pas d'emploi, qu'elles soient disponibles ou non.



France = France métropolitaine + Dom
Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus
Source : Insee, enquête Emploi

chômage a toutefois augmenté au second semestre 2014 (+1,0 point à 23,9 % en fin d'année) puis de nouveau au premier trimestre 2015 (+0,2 point). Dans le même temps, le taux de chômage des 25-49 ans s'est stabilisé au premier trimestre 2015, à 9,5 % des actifs (+0,4 point sur un an).

Après avoir augmenté en 2014, le taux de chômage des hommes a légèrement diminué début 2015 : 10,4 %, au premier trimestre, contre 10,5 % au trimestre précédent. Celui des femmes a également un peu baissé : à 9,6 %, après 9,7 % fin 2014. Sur un an, la hausse du taux de chômage des hommes (+0,3 point) est assez proche de celle des femmes (+0,2 point). Depuis mi-2012, le taux de chômage des hommes est devenu régulièrement plus élevé que celui des femmes : la baisse de l'emploi a été plus forte dans l'industrie et la construction (cf. fiche *Emploi*), secteurs employant majoritairement des hommes.

Le taux de chômage se stabiliserait au second semestre 2015

En 2014, la population active a augmenté de 180 000 personnes, principalement dans la tranche d'âge des 50-64 ans. Le taux d'activité des 50-64 ans s'est accru de 1,8 point entre les quatrième trimestres 2013 et 2014, pour

atteindre 63,5 %. Cette hausse est notamment liée au recul de l'âge légal de départ à la retraite, à 61 ans et 2 mois depuis début 2014. Les départs à la retraite anticipés effectués dans le cadre de la rénovation du dispositif spécifique aux carrières longues ont limité cet accroissement, mais ce dispositif aurait moins d'effet en 2015 (cf. ligne « effets estimés des politiques publiques »). Au second semestre, le nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, à 61 ans et 7 mois mi-2015, aura un léger impact à la hausse sur la population active.

Au deuxième trimestre 2015, la hausse de l'emploi (+22 000) serait encore tenue, comparée à la progression de la population active (+50 000) ; le nombre de chômeurs augmenterait donc à nouveau et le taux de chômage s'élèverait légèrement, pour atteindre 10,4 % (10,1 % en France métropolitaine). Au second semestre, le chômage se stabiliserait : en effet, la hausse attendue de l'emploi (+60 000) absorberait l'essentiel de la hausse de la population active (+63 000). Le taux de chômage se maintiendrait à son niveau de mi-2015 (10,4 % en France entière, 10,1 % en France métropolitaine). Il pourrait même baisser si le nombre de chômeurs dits « découragés » continue d'augmenter. ■

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

	Variations trimestrielles								Variations annuelles			
	2014				2015				2012	2013	2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
Population des 15-64 ans	-23	-22	-21	-20	-20	-19	-19	-20	-104	-100	-86	-78
Population des 15-59 ans	-12	-12	-14	-15	-16	-16	-15	-15	-90	-72	-52	-61
Population active	65	-4	81	38	-6	50	31	32	188	-15	180	107
dont :												
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	34	34	34	34	32	32	32	32	146	120	135	128
(b) Effets estimés des politiques publiques	-3	-4	-4	-4	-2	-2	-1	0	7	-30	-15	-4
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	35	-34	51	8	-36	20	0	0	34	-106	60	-16
Emploi	32	14	2	7	32	22	25	35	-46	-4	54	114
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « <i>Emploi</i> »)	-6	34	-31	44	20	23	28	43	-58	53	41	114
Chômage BIT	33	-18	79	32	-38	29	6	-4	233	-11	126	-7
	Moyenne trimestrielle								Moyenne au dernier trimestre de la période			
Taux de chômage BIT (%)												
France métropolitaine	9,8	9,7	10,0	10,1	10,0	10,1	10,1	10,1	9,7	9,7	10,1	10,1
France (y compris Dom)	10,2	10,1	10,4	10,4	10,3	10,4	10,4	10,4	10,1	10,1	10,4	10,4

Prévisions

Notes de lecture

- La ligne *Emploi* présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau.
- *Emploi* et *chômage* ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1% de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee